

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2024/003024]

27 FEVRIER 2024. — Arrêté ministériel adoptant, en application de l'article D.II.49, § 3, du Code du développement territorial, le projet de révision du plan de secteur de Malmedy-Saint-Vith (planche 50/6) relatif à l'inscription d'une zone de dépendances d'extraction, d'une zone d'extraction devenant une zone naturelle au terme de l'exploitation, d'un périmètre d'intérêt paysager sur impression d'une partie de la zone d'extraction et d'une prescription supplémentaire portant sur la précision et la spécialisation de l'affectation d'une partie de la zone d'extraction, sur le territoire de la commune de Malmedy (Bévercé), au lieu-dit « carrières de la Warche », en vue de permettre la poursuite de l'activité d'extraction

Le Ministre de l'Aménagement du territoire,

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 janvier 2022 fixant la répartition des compétences entre les ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 septembre 2019 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement wallon ;

Vu le Code du développement territorial (CoDT), l'article D.II.49, § 3 ;

Vu le schéma de développement du territoire adopté par le Gouvernement wallon le 27 mai 1999 ;

Vu l'arrêté royal du 19 novembre 1979 établissant le plan de secteur de Malmedy-Saint-Vith ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 mai 2021 décidant de réviser le plan de secteur de Malmedy-Saint-Vith (planche 50/6), adoptant le projet de plan visant à inscrire une zone de dépendances d'extraction et une zone d'extraction devenant une zone naturelle au terme de l'exploitation, ainsi qu'à supprimer un périmètre d'intérêt paysager, sur le territoire de la commune de Malmedy (Bévercé), au lieu-dit « carrières de la Warche », en vue de permettre la poursuite de l'activité d'extraction, et décidant de faire réaliser un rapport sur les incidences environnementales du projet de plan et d'en fixer le projet de contenu ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 juillet 2021 déterminant les informations que doit contenir le rapport sur les incidences environnementales du projet de révision du plan de secteur de Malmedy-Saint-Vith adopté par arrêté ministériel du 26 mai 2021 ;

Considérant que la S.A. « Nelles Frères » a chargé le bureau d'études ARCEA de la réalisation du rapport sur les incidences environnementales ; que l'auteur de projet est dûment agréé ; que le bureau d'études ARCEA n'a pas été récusé ; que la décision de non-récusation a été notifiée à la S.A. « Nelles Frères » en date du 21 septembre 2021 ;

Considérant que le pôle « Aménagement du territoire », le pôle « Environnement » et la commission consultative communale d'aménagement du territoire et de mobilité (CCATM) de Malmedy ont été régulièrement informés de l'évolution des analyses préalables et de la rédaction du rapport sur les incidences environnementales ; que ces instances ont formulé des observations et présenté des suggestions le 13 mai (pôle « Aménagement du territoire ») et le 31 mai 2022 (CCATM) sur la phase I ainsi que le 19 juin (CCATM), le 30 juin (pôle « Aménagement du territoire ») et le 10 juillet 2023 (pôle « Environnement ») sur la phase II ;

Considérant qu'à la suite des remarques émises, la version définitive du rapport sur les incidences environnementales a été déposée le 23 octobre 2023 auprès du Ministre de l'aménagement du territoire ;

Considérant que le projet de plan et le rapport sur les incidences environnementales ont été soumis à l'avis du SPW Agriculture, Ressources naturelles et Environnement et du fonctionnaire délégué en date du 16 novembre 2023 ; que le fonctionnaire délégué a transmis son avis le 21 décembre 2023 et le SPW Agriculture, Ressources naturelles et Environnement le 11 janvier 2024, soit dans les soixante jours de la demande ;

Phase I du rapport sur les incidences environnementales : extension de l'activité d'extraction sur le site dit « carrières de la Warche »

Considérant que le rapport sur les incidences environnementales examine, en sa première phase, les aspects socio-économiques du projet ; qu'il confirme la spécificité et l'intérêt du gisement exploité par le demandeur, à savoir un grès schisteux aussi dénommé « grès schisteux de la Warche », matériau dont certains bancs peuvent être valorisés sous forme de pierre ornementale et dont le solde peut être concassé ;

Considérant que le rapport sur les incidences environnementales établit que la réserve de gisement accessible au droit de la zone de dépendances d'extraction actuellement inscrite au plan de secteur est extrêmement limitée en vue d'une valorisation en pierre ornementale ;

Considérant que le rapport sur les incidences environnementales confirme la qualité du gisement existant au sein de l'extension sollicitée pour l'agrandissement de la fosse d'extraction ainsi que l'absence d'alternative de localisation valable ;

Considérant qu'il ressort du rapport sur les incidences environnementales que la pierre ornementale issue des carrières de la Warche est principalement valorisée sur le marché belge (environ 83%), majoritairement dans la province de Liège, la part restante étant valorisée dans les pays frontaliers (environ 17%) ; que le marché de la pierre ornementale a connu une forte hausse suite aux inondations de l'été 2021, liée tant à la nécessité de réparer et stabiliser les berges endommagées qu'à la nécessité de réaliser des aménagements préventifs au niveau des cours d'eaux wallons ; que l'exploitation du gisement au sein des carrières de la Warche et sa valorisation sous forme de pierre ornementale répondent à divers besoins du marché ;

Considérant que la S.A. « Nelles Frères » est une entreprise intégrée, spécialisée dans les travaux de voirie et de génie civil ; qu'il ressort du rapport sur les incidences environnementales qu'elle consomme 60 à 65% du concassé produit sur le site des carrières de la Warche ; que ses activités dépendent directement de la production de la carrière ;

Considérant qu'une nouvelle unité de criblage va permettre une meilleure valorisation des stériles générés par l'exploitation du gisement ; que la proportion de stériles ne représenterait plus que 15% de la production brute au lieu de 20% actuellement ;

Considérant que le projet de plan permettra au demandeur de poursuivre ses activités pendant 40 à 50 années supplémentaires et de répondre aux besoins du marché ;

Considérant que la compensation planologique nécessaire à l'inscription de la zone de dépendances d'extraction de 1,68 ha en lieu et place d'une zone forestière est proposée au sein même du périmètre de la révision, via l'inscription d'une zone d'extraction à destination de zone naturelle d'une superficie de 1,74 ha en lieu place d'une partie de la zone de dépendances d'extraction inscrite au plan de secteur en vigueur ; qu'aucune dépendance de carrière n'est présente ou prévue au sein de la zone de dépendances d'extraction destinée à devenir une zone d'extraction à destination de zone naturelle ; que cette zone est exclusivement destinée à l'exploitation du gisement ; que ce changement d'affectation permettra de protéger les caractéristiques environnementales de la zone ; que la compensation planologique proposée dans le projet de plan respecte donc le principe énoncé à l'article D.II.45, § 3, du CoDT ;

Considérant que la première phase du rapport sur les incidences environnementales valide la nécessité de réviser le plan de secteur ; qu'elle conclut que la révision du plan de secteur est justifiée au regard des besoins socio-économiques de l'entreprise et du secteur d'activité ; que, par ailleurs, les objectifs poursuivis par la révision s'accordent avec les politiques régionales actuelles ; qu'en effet, la révision permet le maintien d'une activité artisanale et familiale wallonne, contribuant à la valorisation d'une ressource locale et patrimoniale ;

Considérant que, dans son avis du 13 mai 2022, le pôle « Aménagement du territoire » approuve l'analyse des besoins et la localisation du projet ; que le pôle « Environnement » adhère aux objectifs de la révision du plan de secteur dans son avis du 10 juillet 2023 ; que la CCATM de Malmedy, dans son avis du 31 mai 2022, a pris connaissance de la première phase du rapport sur les incidences environnementales sans émettre d'observations ou de suggestions ;

Phase II du rapport sur les incidences environnementales

Incidences environnementales du projet de plan

Considérant que le rapport sur les incidences environnementales analyse, en sa seconde phase, les incidences environnementales du projet de révision du plan de secteur, notamment les thématiques qualité de vie (cadre bâti, patrimoine, paysage, bruit et vibrations, air et climat, mobilité) – activités humaines (tourisme et activités forestières) – sol et sous-sol – hydrogéologie et hydrologie – faune, flore et biodiversité ainsi que les interactions entre ces facteurs ;

Considérant que le rapport sur les incidences environnementales relève notamment :

qu'étant donné que les fronts d'exploitation se rapprocheront des habitations situées sur la Route des Trôs Marêts, le risque que le niveau de vibrations induit par les tirs de mines ainsi que les nuisances sonores liées aux activités de la carrière augmentent au niveau des plus proches habitations est non négligeable ; qu'il y a lieu de prendre une série de mesures afin de garantir l'absence d'impact négatif lors de l'avancée de l'activité extractive ;

que le traitement des remblais peut occasionner, au moins temporairement, un impact visuel ; que le profilage et la végétalisation partielle de la motte de stériles située au sud-ouest du périmètre sont essentiels pour garantir son intégration dans le contexte environnant ;

qu'un axe de ruissellement concentré traverse la partie ouest du périmètre destinée au stockage des stériles d'exploitation ; que cet élément devra être pris en considération lors des travaux de verse des stériles et qu'il conviendra d'aménager cette partie du périmètre en conséquence afin de laisser libre cet axe de drainage et de ne pas favoriser la rétention de volumes d'eau en amont de la zone de verse ou au droit de celle-ci, afin d'assurer la stabilité du remblai ;

qu'un éventuel approfondissement du carreau d'exploitation pourrait avoir des conséquences d'un point de vue hydrologique ;

que le projet de révision du plan de secteur aura un impact positif sur les espèces protégées et/ou d'intérêt communautaire présentes au droit du périmètre du projet ; que l'exploitation de la carrière est d'autant plus favorable à la biodiversité qu'elle intègre le maintien et la création de conditions permettant le développement d'une faune et d'une flore d'intérêt suite à sa participation au projet Life in Quarries ; que pour autant que le mode d'exploitation de la carrière reste inchangé par rapport à la situation actuelle, aucun impact négatif significatif n'est attendu sur les habitats du périmètre Natura 2000 voisin (site BE33042 « Vallées de la Warche et du Bayehon en aval du barrage de Robertville ») et les espèces qu'ils abritent ; qu'une attention particulière doit toutefois être portée à la gestion des plantes exotiques invasives ;

Considérant que le rapport sur les incidences environnementales présente, pour chaque thématique environnementale abordée, une série de mesures à mettre en œuvre pour éviter, réduire ou compenser les impacts négatifs sur l'environnement et renforcer les impacts positifs ;

Considérant que le rapport sur les incidences environnementales précise que certaines thématiques environnementales (bruit, vibrations et eau) devront être analysées de manière plus approfondie lors de l'évaluation environnementales qui sera réalisée dans le cadre des futures demandes de permis, lorsque le projet d'exploitation du demandeur sera clairement défini ;

Considérant que, dans son avis du 30 juin 2023, le pôle « Aménagement du territoire » relève le caractère complet du rapport sur les incidences environnementales ; que le pôle Environnement, dans son avis du 10 juillet 2023, appuie les mesures préconisées par l'auteur du rapport sur les incidences environnementales ; que la CCATM de Malmedy a pris acte de la seconde phase du rapport sur les incidences environnementales sans émettre d'observations ou de suggestions ;

Considérant que le fonctionnaire délégué indique, dans son avis du 21 décembre 2023, que le maintien d'une exploitation visant la valorisation d'une ressource locale est à soutenir et que les diverses recommandations définies dans le rapport sur les incidences environnementales sont à observer ; qu'il estime que, compte tenu de la proximité d'une zone d'habitat et des effets induits par le rapprochement de l'activité, les volets de l'évaluation environnementale pour lesquels il n'a pas été possible d'évaluer précisément l'impact de l'extension projetée devront être complétés sur base de données exhaustives et que les mesures d'aménagement utiles devront être prévues afin de préserver les logements riverains ; que cette analyse plus poussée devra effectivement être réalisée, mais que c'est dans le cadre de la délivrance des permis qu'elle sera la plus pertinente ;

Considérant que dans son avis du 11 janvier 2024, le SPW Agriculture, Ressources naturelles et Environnement indique que le dossier de demande de permis devra comprendre les analyses complémentaires portant sur les volets environnementaux qu'il n'a pas été possible d'évaluer précisément dans le cadre du rapport sur les incidences environnementales ;

Variantes de délimitation et de mise en œuvre du projet de plan

Considérant qu'une variante de délimitation du périmètre d'intérêt paysager est proposée dans le rapport sur les incidences environnementales ; qu'il y est préconisé, d'une part, de maintenir le périmètre d'intérêt paysager inscrit au plan de secteur en vigueur et, d'autre part, de l'étendre à la zone de dépendances d'extraction en vigueur destinée à devenir une zone d'extraction à destination de zone naturelle ; que le rapport sur les incidences environnementales justifie cette proposition par le fait que certains éléments, notamment le front de taille, présentent un intérêt visuel certain ;

Considérant que le pôle « Aménagement du territoire » avait, dans son avis du 13 mai 2022, expressément demandé que soient analysées, dans la deuxième phase du rapport sur les incidences environnementales, les contraintes sur l'exploitation d'un éventuel maintien du périmètre d'intérêt paysager sur la zone d'extension sollicitée ; que, dans son avis du 30 juin 2023, le pôle « Aménagement du territoire » constate que ce point a bien été pris en considération dans la seconde phase du rapport sur les incidences environnementales ; que le pôle « Environnement » appuie, dans son avis du 10 juillet 2023, la proposition de l'auteur du rapport sur les incidences environnementales de maintenir le périmètre d'intérêt paysager au droit de la carrière, compte tenu de l'attrait esthétique et du caractère unique voire exceptionnel du front de taille ;

Considérant que, outre la variante de délimitation du périmètre d'intérêt paysager, une variante de mise en œuvre visant à préciser l'affectation d'une partie de la zone d'extraction devenant une zone naturelle au terme de l'exploitation est préconisée dans le rapport sur les incidences environnementales ; qu'il est proposé de préciser, via l'inscription d'une prescription supplémentaire, que la partie de la zone d'extraction située au sud-ouest du périmètre, couvrant exclusivement la motte de stériles actuelle, doit être réservée au dépôt des stériles issus du site des carrières de la Warche et non au dépôt de matériaux exogènes, et ce pendant toute la durée de l'exploitation de la carrière ;

Considérant que la partie de la zone d'extraction située au sud-ouest du périmètre accueille déjà un dépôt de stériles et est destinée au stockage de la majorité des futurs stériles d'exploitation ; que le rapport sur les incidences environnementales précise, sur la base d'une étude réalisée par le bureau Gesplan (annexe 6 du rapport sur les incidences environnementales), que cette zone est apte à accueillir les stériles qui seront générés par l'exploitation future (environ 140.000 m³) ; que lorsque cette zone de remblai sera saturée, les stériles restants (environ 71.000 m³) seront entreposés dans une zone qui aura préalablement été exploitée, à l'est du périmètre ;

Considérant qu'hormis ces deux zones, il n'existe pas d'autre possibilité de stockage au sein du périmètre de la révision ; que le projet du demandeur est par conséquent conditionné par le volume de stockage encore disponible au sein de la zone de remblai située au sud-ouest du périmètre ;

Considérant qu'il est dès lors pertinent de restreindre, au sein de cette partie du périmètre, le dépôt de matériaux aux seuls stériles issus de l'exploitation des carrières de la Warche afin d'assurer le maintien d'un espace de stockage suffisant et de ne pas compromettre le projet d'exploitation du demandeur ; qu'il est cependant préférable de ne pas limiter cette restriction dans le temps ; qu'il convient en effet de la maintenir après la fin de l'exploitation de la carrière afin de préserver les caractéristiques du remblai qui aura été aménagé de manière à s'intégrer dans le contexte environnant, tant du point de vue paysager qu'environnemental ;

Considérant que le rapport sur les incidences environnementales indique en outre que, compte tenu qu'une grande partie des futurs stériles d'exploitation sera stockée sur le remblai existant dans la partie sud-ouest du périmètre, un risque d'instabilité de ce remblai n'est pas à exclure même si aucun glissement ou éboulement n'a été recensé jusqu'à présent et qu'un suivi par un ingénieur en stabilité est mené annuellement ; qu'il est malgré tout important que la stabilité de ces dépôts soit assurée à long terme ; qu'à cet égard, il est nécessaire de prendre en considération la présence d'un axe de ruissellement concentré traversant cette partie du périmètre ; que cet axe de ruissellement devra rester libre afin d'éviter toute accumulation d'eau dans le remblai et ainsi prévenir tout risque d'instabilité ;

Considérant que le rapport sur les incidences environnementales estime qu'il est primordial de suivre de près l'évolution du remblai et de sa stabilité car un glissement de celui-ci vers la vallée de la Warche pourrait provoquer des accidents pour le personnel, endommager les bassins de décantation de la carrière situés à son pied, voire atteindre la route de la vallée et la couper ou même former un barrage dans le cours de la Warche, lequel à son tour deviendrait une menace pour le camping et les habitations situées en aval ;

Considérant que le rapport sur les incidences environnementales recommande dès lors qu'un suivi dans le temps (au minimum annuellement) de la stabilité de ce remblai soit effectué par un bureau d'expertise ; que le pôle « Environnement », dans son avis du 10 juillet 2023, appuie la recommandation du rapport sur les incidences environnementales visant à veiller à la stabilité du remblai, notamment par une gestion appropriée de l'axe de ruissellement concentré qui le traverse ; que le SPW Agriculture, Ressources naturelles et Environnement suggère, dans son avis du 11 janvier 2024, de transposer les mesures préconisées à cet égard par le rapport sur les incidences environnementales en conditions au projet de révision du plan de secteur ;

Considérant qu'il est dès lors pertinent de compléter la prescription supplémentaire en y indiquant que la stabilité du remblai devra être soumise à une surveillance régulière, y compris après la fin de l'exploitation de la carrière ; que moyennant le respect de cette condition, le rapport sur les incidences environnementales estime que les dépôts de stériles pourront être aménagés de manière sécurisée ;

Considérant que le fonctionnaire délégué et le SPW Agriculture, Ressources naturelles et Environnement ne remettent pas en cause les modifications du projet de plan proposées dans le rapport sur les incidences environnementales ;

Considérant qu'il convient par conséquent de retenir et d'inclure dans le projet de plan les modifications relatives au périmètre d'intérêt paysager et à la prescription supplémentaire suggérées par le rapport sur les incidences environnementales et les avis reçus ;

Zones à inscrire au plan de secteur et réaménagement du site

Considérant que le demandeur a adopté un plan de gestion « biodiversité » défini dans le cadre du projet Life in Quarries auquel participe le site des carrières de la Warche ; que ce plan de gestion vise à pérenniser la prise en compte des objectifs de conservation de la faune et de la flore dans le plan d'exploitation de la carrière ;

Considérant qu'au terme de l'exploitation, le site sera sécurisé et réaménagé en faveur de la biodiversité (création de mares, maintien des fronts de taille...) ; que l'objectif du réaménagement est de conserver un milieu ouvert afin de conserver la diversité biologique spécifique aux milieux pionniers ; que des pistes d'accès seront maintenues ou créées pour permettre la gestion et l'entretien du site ;

Considérant que le rapport sur les incidences environnementales valide l'inscription d'une zone d'extraction devenant une zone naturelle au terme de son exploitation ; qu'il précise que cette affectation est la seule affectation cohérente au regard de l'important intérêt qu'offre le site des carrières de la Warche en matière de biodiversité ; que l'inscription d'une zone d'extraction à destination de zone naturelle permettra de pérenniser le rôle que joue le site dans la conservation de la biodiversité et sera favorable au développement d'habitats d'intérêt communautaire similaires aux habitats présents au sein du site Natura 2000 voisin ;

Considérant que le pôle « Environnement, dans son avis 10 juillet 2023, salue le fait que la totalité de la zone d'extraction soit inscrite en zone naturelle au terme de l'exploitation et estime qu'il s'agit de la seule affectation cohérente étant donné l'important intérêt biologique de la carrière ;

Considérant que le fonctionnaire délégué ne remet pas en cause la reconversion de la zone d'extraction en zone naturelle ; que le SPW Agriculture, Ressources naturelles et Environnement précise, dans son avis du 11 janvier 2024, qu'aucun élément ne semble de nature à s'opposer aux réaffectations proposées dans le projet de plan ;

Considérant que le rapport sur les incidences environnementales estime justifiée l'inscription d'une zone de dépendances d'extraction à l'ouest du périmètre en lieu et place d'une zone forestière étant donné que cette zone accueille des installations fixes de la carrière (bassins de décantation) ; qu'il s'agit en effet du seul endroit où il est possible et opportun de localiser de telles installations compte tenu du relief local ;

Considérant par conséquent qu'il ressort du rapport sur les incidences environnementales et des avis que les affectations proposées dans le projet de plan adopté le 26 mai 2021 sont tout à fait pertinentes ;

Autres recommandations

Considérant que, outre les propositions relatives à la variante privilégiée par l'auteur du rapport sur les incidences environnementales, ce dernier énonce encore d'autres recommandations ; qu'elles consistent en une série de mesures à mettre en œuvre pour éviter, réduire ou compenser les impacts négatifs sur l'environnement et renforcer les impacts positifs ;

Considérant que les autres recommandations de l'auteur ne relèvent pas du plan de secteur et pourront utilement être prises en compte dans le cadre des permis qui seront délivrés ultérieurement ; que, pour le surplus, certaines remarques des instances d'avis relèvent également des mesures qui accompagneront la délivrance des permis ;

Nouveau projet de révision en application de l'article D.II.49, § 3, du CoDT

Considérant que la variante du projet de plan proposée par le rapport sur les incidences environnementales comporte deux modifications comparativement au projet de révision du plan de secteur adopté le 26 mai 2021 ; qu'après analyse du rapport sur les incidences environnementales et des avis reçus, ces deux propositions de modification du projet de plan apparaissent comme pertinentes ;

Considérant dès lors qu'il y a lieu de maintenir le périmètre d'intérêt paysager inscrit au plan de secteur en vigueur et de l'étendre à la partie de la zone d'extraction devenant une zone naturelle au terme de l'exploitation en surimpression de laquelle aucun périmètre d'intérêt paysager n'est inscrit au plan de secteur en vigueur ;

Considérant qu'il convient en outre d'assortir la partie sud-ouest de la zone d'extraction devenant une zone naturelle au terme de l'exploitation d'une prescription supplémentaire portant sur la précision et la spécialisation de l'affectation de manière à y restreindre le dépôt de matériaux aux seuls stériles issus de l'exploitation des carrières de la Warche et à veiller à la stabilité du remblai ; que cette prescription doit être libellée de la manière suivante : « *L'apport de matériaux exogènes est interdit. La stabilité du remblai doit faire l'objet d'une surveillance régulière de la part d'un bureau d'expertise, au minimum annuellement, y compris après la fin de l'exploitation de la carrière.* » ;

Considérant que le nouveau projet de plan ainsi configuré en application de l'article D.II.49, § 3, du CoDT porte sur l'inscription d'une zone de dépendances d'extraction d'une superficie d'environ 1,68 ha, d'une zone d'extraction devenant une zone naturelle au terme de l'exploitation d'une superficie d'environ 10,15 ha et d'un périmètre d'intérêt paysager en surimpression d'une partie de la zone d'extraction d'une superficie de 1,74 ha ; que la partie sud-ouest de la zone d'extraction devenant une zone naturelle au terme de l'exploitation est assortie d'une prescription supplémentaire portant sur la précision et la spécialisation de l'affectation de la zone ; que la zone sur laquelle s'applique la prescription est délimitée au nord-est par le prolongement de la limite nord-ouest de la zone d'extraction devenant une zone naturelle au terme de l'exploitation ;

Conclusion

Considérant qu'il ressort de l'analyse du rapport sur les incidences environnementales et des avis qu'il est souhaitable que l'activité de la S.A. « Nelles Frères » se poursuive sur le site mais qu'il convient de modifier le projet de plan adopté le 26 mai 2021 afin de mieux répondre aux objectifs poursuivis ;

Considérant que l'article D.II.49, § 3, du CoDT permet au Gouvernement wallon d'approuver, en tant que projet de plan, une autre solution raisonnable envisagée s'il estime, sur la base du rapport sur les incidences environnementales et des avis, qu'elle est de nature à mieux répondre aux objectifs poursuivis que le projet de plan ;

Considérant qu'il convient d'adopter, en tant que projet, un plan modifié qui répond à cette attente ;

Considérant dès lors que le projet adopté, accompagné du rapport sur les incidences environnementales, pourra, en application des articles D.VIII.4 et R.VIII.4-1 du CoDT, être transmis aux collèges communaux qui seront désignés pour être soumis à l'enquête publique,

Arrête :

Article 1^{er}. Le projet de révision du plan de secteur de Malmedy-Saint-Vith (planche 50/6) relatif à l'inscription d'une zone de dépendances d'extraction, d'une zone d'extraction devenant une zone naturelle au terme de l'exploitation et d'un périmètre d'intérêt paysager en surimpression d'une partie de la zone d'extraction, sur le territoire de la commune de Malmedy (Bévercé), au lieu-dit « carrières de la Warche », est adopté conformément au plan ci-annexé.

Art. 2. La partie sud-ouest de la zone d'extraction devenant une zone naturelle au terme de l'exploitation est assortie d'une prescription supplémentaire, repérée par le sigle « *S.104 » sur le plan, portant sur la précision et la spécialisation de l'affectation de la zone rédigée comme suit : « *L'apport de matériaux exogènes est interdit. La stabilité du remblai doit faire l'objet d'une surveillance régulière de la part d'un bureau d'expertise, au minimum annuellement, y compris après la fin de l'exploitation de la carrière.* » ;

Art. 3. Le SPW Territoire, Logement, Patrimoine, Energie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 4. Le SPW Territoire, Logement, Patrimoine, Energie est chargé de solliciter l'avis des pôles « Environnement » et « Aménagement du Territoire », en application de l'article D.II.49, § 7, du CoDT, ainsi que l'avis de la commission de gestion du parc naturel Hautes Fagnes-Eifel, en application des articles 15 et 16 du décret du 16 juillet 1985 relatif aux parcs naturels.

Namur, le 27 février 2024.

W. BORSUS

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE
 TERRITOIRE, LOGEMENT, PATRIMOINE, ENERGIE
 DEPARTEMENT DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE L'URBANISME
 Direction du développement territorial
Öffentlicher Dienst der Wallonie
 Ruimtelijke, Woonruimte, Erfs, Energie
 Afdeling der Ruimtelijke en Stadsbouw
 Direction der Regionale Ruimtelijke



PROJET DE REVISION DU PLAN DE SECTEUR DE MALMEDY - SAINT-VITH
 pris en application de l'article D.II.49, §3, du CoDT
 visant à inscrire une zone de dépendances d'extraction, une zone d'extraction devenant une zone naturelle au terme de l'exploitation, un périmètre d'intérêt paysager en surimpression d'une partie de la zone d'extraction et une prescription supplémentaire portant sur la précision et la spécialisation de l'affectation d'une partie de la zone d'extraction, sur le territoire de la commune de MALMEDY (Beverce) au lieu-dit « Carnières de la Warche », en vue de permettre la poursuite de l'activité d'extraction

PROJEKT ZUR REVISION DES SEKTORPLANS MALMEDY UND SANKT-VITH
 in Anwendung von Artikel D.II.49, §3, des CoDT
 Ziel ist es, auf die Eintragung eine Gebietes für Nebenanlagen von Abbaustätten, einem Abbaugelände, das am Ende der Betriebsfähigkeit zu eine Naturgebiet wird, einem Gebiet von landschaftsbeschafternem Interesse, der einem Teil der Abbaugelände überlagert ist, und einer zusätzliche Anforderung bezüglich der Präzision und der Spezialisierung der Zuteilung eines Teils der Abbaugelände, auf dem Gebiet der Gemeinde Malmédy (Beverce), bei einem Ort namens "Carnières de la Warche" um die Fortsetzung der Bergbauaktivität zu ermöglichen

Vu pour être annexé à notre arrêté du 26/03/2024, en vertu de l'article 17 de la Loi du 15/10/2005 relative à l'organisation de la Région wallonne, un arrêté du 26/03/2024, en vertu de l'article 17 de la Loi du 15/10/2005 relative à l'organisation de la Région wallonne, est adopté.

Le Ministre de l'Aménagement du territoire
 Der Minister für Entwicklung des Territoriums

Willy BORSUS

PLAN DE SECTEUR adapté sur base des dispositions du CoDT; ce plan n'a pas de valeur réglementaire et est présenté pour information.
SEKTORPLAN auf der Grundlage von Änderungen CoDT angepasst. Dieser Plan hat keine rechtlichen Wert und wird zur Kenntnisnahme vorgelegt.

PROJET DE REVISION DU PLAN DE SECTEUR
PROJEKT ZUR REVISION DES SEKTORPLANS

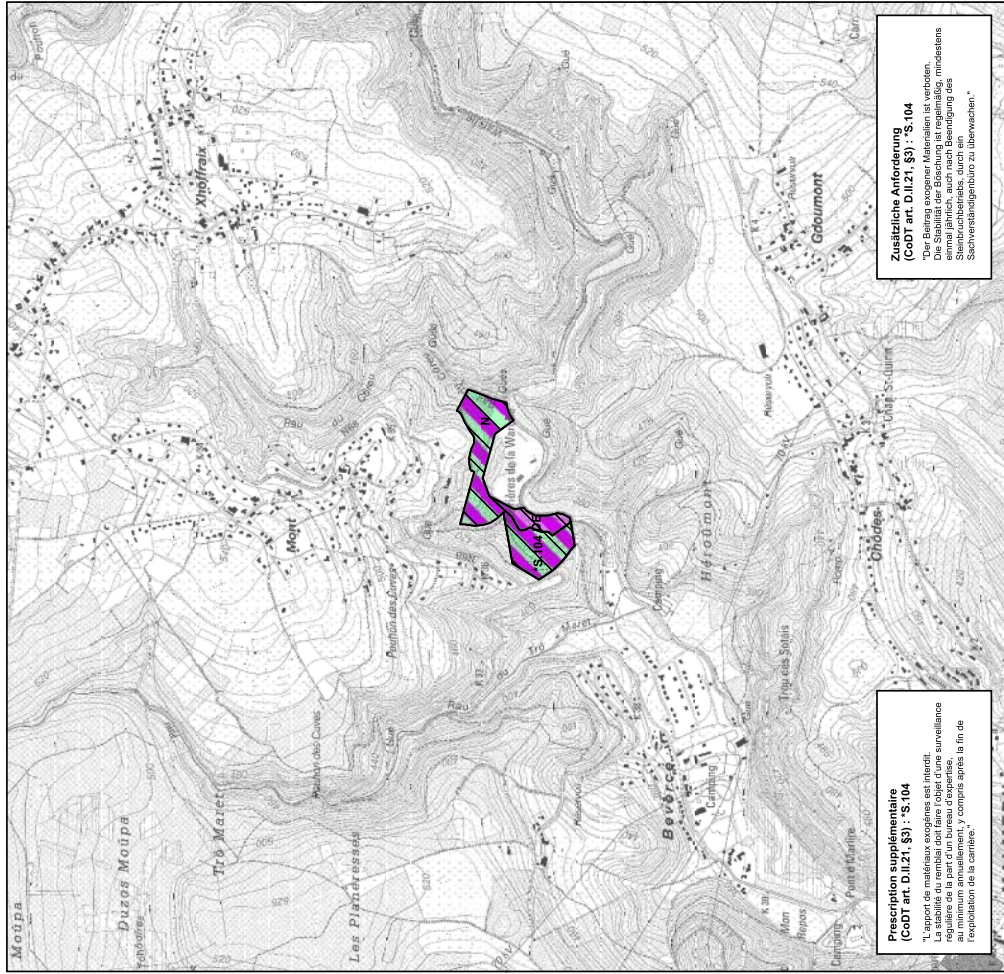
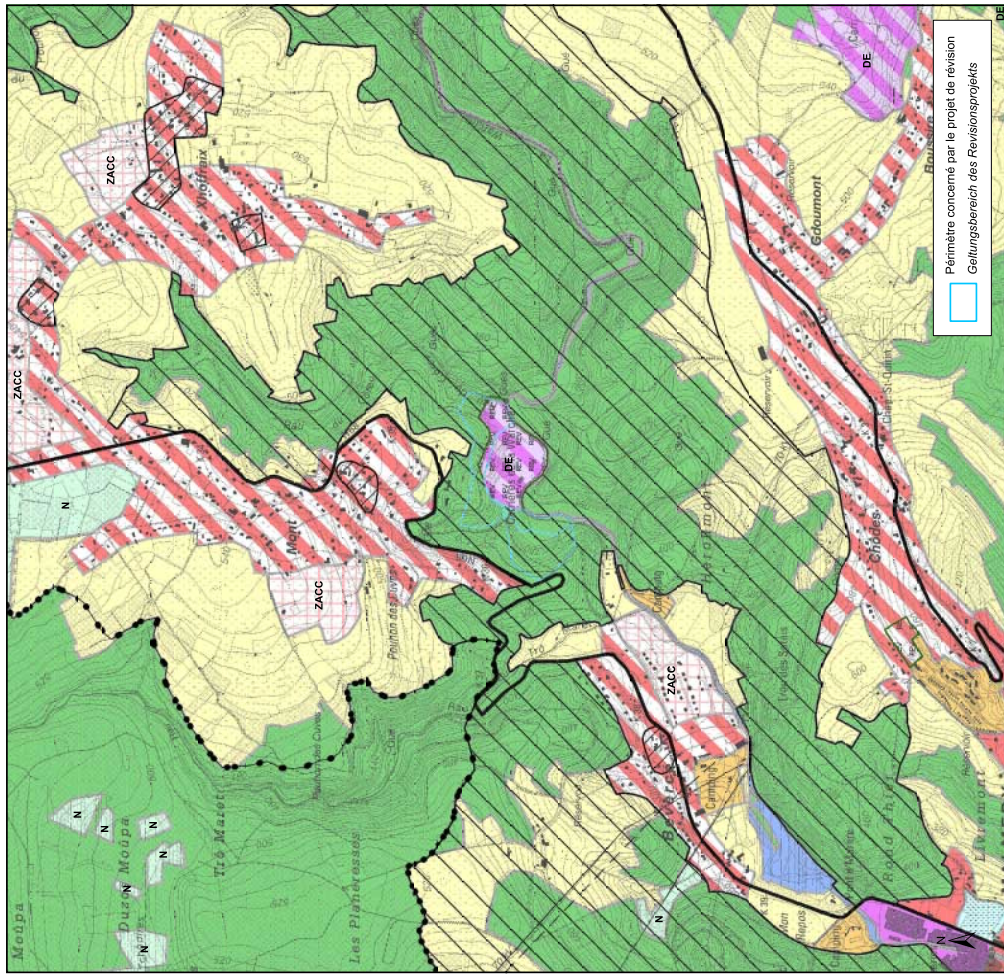


Planche IGN 50/6 NORD
 La carte originale est établie à l'échelle 1/10.000
 Platte NGI 50/6 NORDEN
 Die Originalfassung der Karte wurde im Maßstab 1:10.000 aufgestellt

D 600044S/REV16
 SPW / TLPE / DATU / DDT / CV-VH-GM-MC-PB-RG 05.02.2024
 OOW / RWEE / DATU / DDT / CV-VH-GM-MC-PB-RG 2024.02.05

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2024/003024]

27. FEBRUAR 2024 — Ministerieller Erlass zur Annahme in Anwendung des Artikels D.II.49, Paragraph 3 des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung, des Entwurfs der Revision des Sektorenplans Malmedy-Saint-Vith (Tafel 50/6) bezüglich der Eintragung eines Abbauerweiterungsgebiets, eines Abbaugebiets, das nach Abschluss des Abbaus zu einem Naturgebiet wird, eines Bereichs von landschaftlichem Interesse als Überlagerung eines Teils des Abbaugebiets und einer zusätzlichen Vorschrift zur Präzisierung und Spezialisierung der Nutzung eines Teils des Abbaugebiets auf dem Gebiet der Gemeinde Malmedy (Bévercé), am Standort „Carrières de la Warche“, um die Fortsetzung der Abbautätigkeit zu ermöglichen

Der Minister für Raumordnung,

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. Januar 2022 zur Festlegung der Aufteilung der Zuständigkeiten unter den Ministern und zur Regelung der Unterzeichnung der Urkunden der Regierung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 26. September 2019 zur Regelung der Arbeitsweise der Regierung;

Aufgrund des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung (GRE), Artikel D.II.49, Paragraph 3;

Aufgrund des am 27. Mai 1999 von der Wallonischen Regierung genehmigten Raumentwicklungsschemas;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 19. November 1979 zur Festlegung des Sektorenplans von Malmedy-Saint-Vith;

Aufgrund des ministeriellen Erlasses vom 26. Mai 2021, in dem beschlossen wird, den Sektorenplan von Malmedy-Saint-Vith (Tafel 50/6) zu überarbeiten, und in dem der Planentwurf angenommen wird, der darauf abzielt, ein Abbauerweiterungsgebiet und ein Abbaugebiet, das nach Beendigung des Abbaus zu einem Naturgebiet wird, einzutragen sowie einen Bereich von landschaftlichem Interesse zu streichen, auf dem Gebiet der Gemeinde Malmedy (Bévercé), am Standort „Carrières de la Warche“, um die Fortsetzung der Abbautätigkeit zu ermöglichen, und in dem beschlossen wird, einen Bericht über die Umweltauswirkungen des Planentwurfs erstellen zu lassen und den Entwurf des Inhalts festzulegen;

Aufgrund des ministeriellen Erlasses vom 22. Juli 2021 zur Festlegung der Informationen, die der Bericht über die Umweltauswirkungen des Entwurfs zur Revision des Sektorenplans Malmedy-Saint-Vith enthalten muss, der durch ministeriellen Erlass vom 26. Mai 2021 angenommen wurde;

In der Erwägung, dass die S.A. „Nelles Frères“ das Ingenieurbüro ARCEA mit der Erstellung des Umweltverträglichkeitsberichts beauftragt hat; dass der Urheber des Projekts ordnungsgemäß zugelassen ist; dass das Ingenieurbüro ARCEA nicht abgelehnt wurde; dass die Entscheidung, das Projekt nicht abzulehnen, der S.A. „Nelles Frères“ am 21. September 2021 zugestellt wurde;

In der Erwägung, dass die Abteilung „Raumordnung“, die Abteilung „Umwelt“ und die beratende Gemeindekommission für Raumordnung und Mobilität (CCATM) von Malmedy regelmäßig über die Entwicklung der Voranalysen und die Erstellung des Umweltverträglichkeitsberichts informiert wurden; dass diese Instanzen am 13. Mai (Abteilung „Raumordnung“) und am 31. Mai 2022 (CCATM) zu Phase I sowie am 19. Juni (CCATM), am 30. Juni (Abteilung „Raumordnung“) und am 10. Juli 2023 (Abteilung „Umwelt“) zu Phase II Bemerkungen und Anregungen vorgebracht haben;

In der Erwägung, dass die endgültige Fassung des Umweltverträglichkeitsberichts infolge der vorgebrachten Anmerkungen am 23. Oktober 2023 beim Minister für Raumplanung eingereicht wurde;

In der Erwägung, dass der Planentwurf und der Umweltverträglichkeitsbericht am 16. November 2023 dem ÖDW Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt und dem beauftragten Beamten zur Stellungnahme vorgelegt wurden; dass der beauftragte Beamte seine Stellungnahme am 21. Dezember 2023 und der ÖDW Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt am 11. Januar 2024 übermittelten, d. h. innerhalb von sechzig Tagen nach der Antragstellung;

Phase I des Umweltverträglichkeitsberichts: Ausweitung der Abbautätigkeit am Standort mit der Bezeichnung „Carrières de la Warche“

In der Erwägung, dass der Umweltverträglichkeitsbericht in seiner ersten Phase die sozioökonomischen Aspekte des Projekts untersucht; dass er die Besonderheit und den Wert der vom Antragsteller abgebauten Lagerstätte bestätigt, nämlich eines Schiefersandsteins, der auch als „Warche-Schiefersandstein“ bezeichnet wird, eines Materials, von dem einige Bänke als Ziersteine verwertet und dessen Rest zerkleinert werden kann;

In der Erwägung, dass der Umweltverträglichkeitsbericht feststellt, dass die Vorkommen, die im Bereich der derzeit im Sektorenplan eingetragenen Abbaugebiete zugänglich sind, für eine Verwertung als Zierstein äußerst begrenzt sind;

In der Erwägung, dass der Umweltverträglichkeitsbericht die Qualität der vorhandenen Vorkommen innerhalb der beantragten Erweiterung der Abbaugrube sowie das Fehlen einer validen Standortalternative bestätigt;

In der Erwägung, dass aus dem Umweltverträglichkeitsbericht hervorgeht, dass der Zierstein aus den Warche-Steinbrüchen hauptsächlich auf dem belgischen Markt verwertet wird (ca. 83 %), vor allem in der Provinz Lüttich, während der restliche Teil in den Grenzländern verwertet wird (ca. 17 %); dass der Markt für Ziersteine nach den Überschwemmungen im Sommer 2021 stark angestiegen ist, was sowohl mit der Notwendigkeit zusammenhängt, beschädigte Ufer zu reparieren und zu stabilisieren, als auch mit der Notwendigkeit, vorbeugende Maßnahmen an wallonischen Wasserläufen durchzuführen; dass die Ausbeutung der Lagerstätte innerhalb der Steinbrüche von La Warche und ihre Verwertung in Form von Ziersteinen verschiedenen Marktbedürfnissen gerecht wird;

In der Erwägung, dass die S.A. „Nelles Frères“ ein integriertes Unternehmen ist, das auf Straßen- und Tiefbauarbeiten spezialisiert ist; dass aus dem Umweltverträglichkeitsbericht hervorgeht, dass sie 60 bis 65 % des am Standort der Steinbrüche von La Warche produzierten Schotters verbraucht; dass ihre Aktivitäten direkt von der Produktion des Steinbruchs abhängen;

In der Erwägung, dass eine neue Siebanlage eine bessere Verwertung des beim Abbau der Lagerstätte anfallenden Taubgesteins ermöglichen wird; dass der Anteil des Taubgesteins nur noch 15 % der Bruttoproduktion ausmachen würde, statt wie bisher 20 %;

In der Erwägung, dass der Planentwurf es dem Antragsteller ermöglichen wird, seine Aktivitäten für weitere 40 bis 50 Jahre fortzusetzen und die Bedürfnisse des Marktes zu erfüllen;

In der Erwägung, dass der notwendige planerische Ausgleich für die Eintragung des 1,68 ha großen Abbauerweiterungsgebiets anstelle eines Waldgebiets innerhalb des von der Revision betroffenen Bereichs durch die Eintragung einer 1,74 ha großen Abbauzone mit der Bestimmung Naturgebiet anstelle eines Teils des Abbauerweiterungsgebiets, das im gültigen Sektorenplan eingetragen ist, vorgeschlagen wird; dass im Abbauerweiterungsgebiet, das zu einem Abbaugebiet mit der Zweckbestimmung Naturgebiet werden soll, keine Abbauerweiterungen vorhanden oder geplant sind; dass diese Zone ausschließlich für den Abbau der Lagerstätte bestimmt ist; dass diese Nutzungsänderung den Schutz der Umweltmerkmale der Zone ermöglicht; dass der im Planentwurf vorgeschlagene planerische Ausgleich daher dem in Artikel D.II.45, Paragraph 3 des GRE dargelegten Grundsatz gerecht wird;

In der Erwägung, dass die erste Phase des Umweltverträglichkeitsberichts die Notwendigkeit der Überarbeitung des Sektorenplans bestätigt; sie kommt zu dem Schluss, dass die Überarbeitung des Sektorenplans im Hinblick auf die sozioökonomischen Bedürfnisse des Unternehmens und des Tätigkeitssektors gerechtfertigt ist; außerdem stehen die mit der Überarbeitung verfolgten Ziele im Einklang mit der aktuellen Regionalpolitik; die Überarbeitung ermöglicht nämlich den Erhalt einer wallonischen Handwerks- und Familientätigkeit, die zur Aufwertung einer lokalen und vermögenswerten Ressource beiträgt;

In der Erwägung, dass die Abteilung „Raumplanung“ in ihrer Stellungnahme vom 13. Mai 2022 die Bedarfsanalyse und die Lokalisierung des Projekts billigt; dass die Abteilung „Umwelt“ in ihrer Stellungnahme vom 10. Juli 2023 die Ziele der Revision des Sektorenplans unterstützt; dass die CCATM von Malmedy in ihrer Stellungnahme vom 31. Mai 2022 die erste Phase des Umweltverträglichkeitsberichts zur Kenntnis genommen hat, ohne Anmerkungen oder Vorschläge zu machen;

Phase II des Umweltverträglichkeitsberichts

Umweltauswirkungen des Planentwurfs

In der Erwägung, dass der Umweltverträglichkeitsbericht in seiner zweiten Phase die Umweltauswirkungen der geplanten Revision des Sektorenplans analysiert, insbesondere die Themen Lebensqualität (bebaute Umwelt, Kulturerbe, Landschaft, Lärm und Vibrationen, Luft und Klima, Mobilität) - menschliche Aktivitäten (Tourismus und forstwirtschaftliche Aktivitäten) - Boden und Untergrund - Hydrogeologie und Hydrologie - Fauna, Flora und Biodiversität sowie die Wechselwirkungen zwischen diesen Faktoren;

In Erwägung, dass aus dem Umweltverträglichkeitsbericht insbesondere hervorgeht:

dass, da die Abbaufonten näher an die Häuser an der Route des Trôs Marêts heranrücken, das Risiko nicht unerheblich ist, dass die durch die Sprengungen verursachten Vibrationen und die Lärmbelastigung durch den Steinbruch in den nächstgelegenen Häusern zunehmen; dass eine Reihe von Maßnahmen ergriffen werden muss, um sicherzustellen, dass es keine negativen Auswirkungen gibt, wenn die Abbautätigkeit voranschreitet;

dass die Bearbeitung des Auffüllgutes zumindest zeitweise visuelle Auswirkungen haben kann. Die Profilierung und teilweise Bepflanzung des Abrauhügels im Südwesten des Bereichs ist entscheidend, um seine Integration in die Umgebung zu gewährleisten;

dass eine konzentrierte Abflussachse durch den westlichen Teil des Bereichs verläuft, der für die Lagerung des Abraums bestimmt ist; dass dieses Element bei den Arbeiten zur Verfüllung des Abraums berücksichtigt werden muss und dass dieser Teil des Bereichs entsprechend gestaltet werden muss, um diese Abflussachse frei zu lassen und nicht die Ansammlung von Wasservolumen oberhalb der Verfüllzone oder rechts davon zu fördern, um die Stabilität der Aufschüttung zu gewährleisten;

dass eine mögliche Vertiefung des Abbaugebiets hydrologische Folgen haben könnte;

dass das Projekt zur Revision des Sektorenplans positive Auswirkungen auf die geschützten Arten und/oder Arten von gemeinschaftlichem Interesse haben wird, die im Bereich des Projektbereichs vorkommen; dass der Betrieb des Steinbruchs umso günstiger für die Biodiversität ist, als er aufgrund seiner Teilnahme am Projekt Life in Quarries die Erhaltung und Schaffung von Bedingungen für die Entwicklung einer interessanten Fauna und Flora beinhaltet; dass, sofern die Betriebsweise des Steinbruchs im Vergleich zur aktuellen Situation unverändert bleibt, keine signifikanten negativen Auswirkungen auf die Lebensräume des benachbarten Natura-2000-Gebiets (Gebiet BE33042 „Vallées de la Warche et du Bayehon en aval du barrage de Robertville“) und die darin lebenden Arten zu erwarten sind; dass jedoch dem Umgang mit invasiven exotischen Pflanzen besondere Aufmerksamkeit gewidmet werden muss;

In der Erwägung, dass der Umweltverträglichkeitsbericht für jedes behandelte Umweltthema eine Reihe von Maßnahmen vorstellt, die umgesetzt werden sollen, um negative Auswirkungen auf die Umwelt zu vermeiden, zu verringern oder auszugleichen und positive Auswirkungen zu verstärken;

In der Erwägung, dass der Umweltverträglichkeitsbericht feststellt, dass bestimmte Umweltthemen (Lärm, Erschütterungen und Wasser) bei der Umweltprüfung, die im Rahmen zukünftiger Genehmigungsanträge durchgeführt wird, genauer analysiert werden müssen, wenn das Betriebsvorhaben des Antragstellers klar definiert ist;

In der Erwägung, dass die Abteilung „Raumplanung“ in ihrer Stellungnahme vom 30. Juni 2023 die Vollständigkeit des Umweltverträglichkeitsberichts hervorhebt; dass die Abteilung „Umwelt“ in ihrer Stellungnahme vom 10. Juli 2023 die vom Verfasser des Umweltverträglichkeitsberichts empfohlenen Maßnahmen unterstützt; dass die CCATM von Malmedy die zweite Phase des Umweltverträglichkeitsberichts zur Kenntnis genommen hat, ohne Bemerkungen oder Vorschläge zu machen;

In der Erwägung, dass der beauftragte Beamte in seiner Stellungnahme vom 21. Dezember 2023 feststellt, dass die Aufrechterhaltung eines Betriebs, der auf die Verwertung einer lokalen Ressource abzielt, zu unterstützen ist und dass die verschiedenen im Umweltverträglichkeitsbericht festgelegten Empfehlungen zu beachten sind; dass er der Ansicht ist, dass angesichts der Nähe zu einem Wohngebiet und der Auswirkungen, die durch die Annäherung der Tätigkeit hervorgerufen werden, die Teile der Umweltprüfung, bei denen es nicht möglich war, die Auswirkungen der geplanten Erweiterung genau zu bewerten, auf der Grundlage umfassender Daten ergänzt werden müssen und dass sinnvolle Planungsmaßnahmen vorgesehen werden müssen, um die Häuser der Anlieger zu schützen; dass diese weitergehende Analyse in der Tat durchgeführt werden muss, dass sie jedoch im Rahmen der Erteilung der Genehmigungen am relevantesten sein wird;

In der Erwägung, dass der ÖDW Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt in seiner Stellungnahme vom 11. Januar 2024 darauf hinweist, dass die Antragsunterlagen zusätzliche Analysen zu den Umweltaspekten enthalten müssen, die im Rahmen des Umweltverträglichkeitsberichts nicht genau bewertet werden konnten;

Abgrenzungs- und Umsetzungsvarianten des Planentwurfs

In der Erwägung, dass in dem Bericht über die Umweltauswirkungen eine Variante der Abgrenzung des Bereichs von landschaftlichem Interesse vorgeschlagen wird; dort wird einerseits empfohlen, den im geltenden Sektorenplan eingetragenen Bereich von landschaftlichem Interesse beizubehalten, und andererseits, ihn auf das geltende Abbauerweiterungsgebiet auszudehnen, die zu einer Abbauzone mit der Bestimmung eines Naturgebiets werden soll; in dem Bericht über die Umweltauswirkungen wird dieser Vorschlag damit begründet, dass bestimmte Elemente, insbesondere die Abbaufonten, ein gewisses visuelles Interesse darstellen;

In der Erwägung, dass die Abteilung „Raumordnung“ in ihrer Stellungnahme vom 13. Mai 2022 ausdrücklich gefordert hatte, dass in der zweiten Phase des Umweltverträglichkeitsberichts die Einschränkungen für den Betrieb analysiert werden, die sich aus einer möglichen Beibehaltung des Landschaftsschutzgebiets auf dem beantragten Erweiterungsgebiet ergeben; die Abteilung „Umwelt“ unterstützt in ihrer Stellungnahme vom 10. Juli 2023 den Vorschlag des Verfassers des Umweltverträglichkeitsberichts, den landschaftlichen Interessenbereich im Bereich des Steinbruchs beizubehalten, da er die ästhetische Attraktivität und den einzigartigen, ja sogar außergewöhnlichen Charakter der Abbaufront berücksichtigt;

In der Erwägung, dass neben der Variante zur Abgrenzung des Bereichs von landschaftlichem Interesse im Umweltverträglichkeitsbericht eine Umsetzungsvariante zur Präzisierung der Nutzung eines Teils des Abbaugebiets, der nach Abschluss des Abbaus zu einem Naturgebiet wird, empfohlen wird; es wird vorgeschlagen, durch die Aufnahme einer zusätzlichen Vorschrift zu präzisieren, dass der Teil des Abbaugebiets im Südwesten des Bereichs, der ausschließlich die derzeitige Abraumphalde abdeckt, während der gesamten Dauer des Steinbruchbetriebs für die Ablagerung von Abraum aus dem Standort der Warche-Steinbrüche und nicht für die Ablagerung von exogenem Material reserviert sein muss;

In der Erwägung, dass der Teil des Abbaugebiets, der sich im Südwesten des Bereichs befindet, bereits ein Abraumlager beherbergt und für die Lagerung des Großteils des zukünftigen Abraums bestimmt ist; dass im Umweltverträglichkeitsbericht eine Umsetzungsvorschrift auf der Grundlage einer Studie des Büros Gesplan (Anhang 6 des Umweltverträglichkeitsberichts) ausgeführt wird, dass dieser Bereich geeignet ist, den durch den zukünftigen Abbau anfallenden Abraum (ca. 140.000 Tonnen) zu lagern. Wenn diese Aufschüttungszone gesättigt ist, wird der restliche Abraum (ca. 71.000 m³) in einem zuvor abgebauten Gebiet im Osten des Gebiets gelagert;

In der Erwägung, dass es außer diesen beiden Bereichen keine weiteren Lagermöglichkeiten innerhalb des überprüften Bereichs gibt; dass das Projekt des Antragstellers daher von dem noch verfügbaren Lagervolumen innerhalb des Aufschüttungsgebiets im Südwesten des Bereichs abhängig ist;

In der Erwägung, dass es daher sinnvoll ist, die Ablagerung von Materialien in diesem Teil des Bereichs auf Abraum aus dem Betrieb der Warche-Steinbrüche zu beschränken, um sicherzustellen, dass ausreichend Lagerfläche zur Verfügung steht und das Betriebsvorhaben des Antragstellers nicht gefährdet wird; dass es jedoch besser ist, diese Beschränkung nicht zeitlich zu begrenzen; dass sie nämlich auch nach Beendigung des Steinbruchbetriebs beibehalten werden sollte, um die Merkmale der Aufschüttung zu erhalten, die so angelegt wurde, dass sie sich sowohl landschaftlich als auch ökologisch in die Umgebung einfügt;

In der Erwägung, dass der Umweltverträglichkeitsbericht außerdem darauf hinweist, dass angesichts der Tatsache, dass ein Großteil des zukünftigen Abraums auf der bestehenden Aufschüttung im südwestlichen Teil des Bereichs gelagert werden soll, das Risiko einer Instabilität dieser Aufschüttung nicht ausgeschlossen werden kann, auch wenn bisher keine Rutschungen oder Erdbeben festgestellt wurden und eine jährliche Überwachung durch einen Stabilitätsingenieur stattfindet; dass es in dieser Hinsicht wichtig ist, dass die Stabilität dieser Ablagerungen langfristig gewährleistet ist; dass es in diesem Zusammenhang notwendig ist, das Vorhandensein einer konzentrierten Abflussachse zu berücksichtigen, die durch diesen Teil des Bereichs verläuft; dass diese Abflussachse frei bleiben muss, um Wasseransammlungen in der Aufschüttung zu vermeiden und so jeglicher Instabilitätsgefahr vorzubeugen;

In der Erwägung, dass es laut Umweltverträglichkeitsbericht äußerst wichtig ist, die Entwicklung der Aufschüttung und ihrer Stabilität genau zu beobachten, da ein Abrutschen der Aufschüttung in das Tal der Warche zu Unfällen für die Mitarbeiter führen, die Absetzbecken des Steinbruchs am Fuß des Erdwalls beschädigen und sogar die Straße im Tal erreichen und unterbrechen oder sogar einen Damm im Flusslauf der Warche bilden könnte, der wiederum zu einer Bedrohung für den Campingplatz und die flussabwärts gelegenen Häuser werden würde;

In der Erwägung, dass der Umweltverträglichkeitsbericht daher empfiehlt, dass eine zeitliche Überwachung (mindestens jährlich) der Stabilität dieser Aufschüttung durch ein Sachverständigenbüro durchgeführt wird; dass die Abteilung „Umwelt“ in ihrer Stellungnahme vom 10. Juli 2023 die Empfehlung des Umweltverträglichkeitsberichts unterstützt, die darauf abzielt, auf die Stabilität der Aufschüttung zu achten, insbesondere durch eine angemessene Verwaltung der Achse des konzentrierten Abflusses, die sie durchquert; dass der ÖDW Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt in seiner Stellungnahme vom 11. Januar 2024 vorschlägt, die diesbezüglich im Umweltverträglichkeitsbericht empfohlenen Maßnahmen unter Auflagen in den Entwurf der Revision des Sektorenplans umzusetzen;

In der Erwägung, dass es daher sinnvoll ist, die zusätzliche Anforderung zu ergänzen, dass die Stabilität der Aufschüttung regelmäßig überwacht werden muss, auch nach Schließung des Steinbruchs; unter der Voraussetzung, dass diese Bedingung erfüllt wird, wird im Umweltverträglichkeitsbericht davon ausgegangen, dass die Abraumphalden sicher angelegt werden können;

In der Erwägung, dass der beauftragte Beamte und der ÖDW Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt die im Umweltverträglichkeitsbericht vorgeschlagenen Änderungen des Planentwurfs nicht in Frage stellen;

In der Erwägung, dass es daher angebracht ist, die im Umweltverträglichkeitsbericht und in den Stellungnahmen angeregten Änderungen bezüglich des Bereichs von landschaftlichem Interesse und der zusätzlichen Vorschrift zu berücksichtigen und in den Planentwurf aufzunehmen;

In den Sektorenplan aufzunehmende Zonen und Neugestaltung des Geländes

In der Erwägung, dass der Antragsteller einen Bewirtschaftungsplan „Artenvielfalt“ verabschiedet hat, der im Rahmen des Life in Quarries-Projekts, an dem der Standort der Warche-Steinbrüche teilnimmt, festgelegt wurde; dieser Bewirtschaftungsplan soll die Berücksichtigung der Ziele der Erhaltung von Fauna und Flora im Betriebsplan des Steinbruchs dauerhaft sicherstellen;

In der Erwägung, dass nach Einstellung des Betriebs der Standort gesichert und zugunsten der Artenvielfalt umgestaltet wird (Anlegen von Tümpeln, Erhaltung der Abbaufrenten usw.); Ziel der Umgestaltung ist es, eine offene Umgebung zu erhalten, um die für Pionierlebensräume spezifische biologische Vielfalt zu bewahren; Zugangswege werden beibehalten oder geschaffen, um die Verwaltung und Pflege des Standorts zu ermöglichen;

In der Erwägung, dass der Umweltverträglichkeitsbericht die Eintragung eines Abbaugebiets bestätigt, das nach Abschluss des Abbaus zu einem Naturgebiet wird; dass daraus hervorgeht, dass dies die einzige kohärente Nutzung angesichts des großen Interesses ist, das der Standort der Warche-Steinbrüche für die Artenvielfalt bietet; dass die Eintragung eines Abbaugebiets als Naturgebiet die Rolle, die der Standort für die Erhaltung der Artenvielfalt spielt, dauerhaft sichern wird und die Entwicklung von Lebensräumen von gemeinschaftlichem Interesse begünstigen wird, die den Lebensräumen im benachbarten Natura 2000-Gebiet ähnlich sind;

In der Erwägung, dass die Abteilung „Umwelt“ in ihrer Stellungnahme vom 10. Juli 2023 die Tatsache begrüßt, dass das gesamte Abbaugebiet nach Abschluss des Abbaus als Naturgebiet ausgewiesen werden soll, und der Ansicht ist, dass dies angesichts des großen biologischen Interesses des Steinbruchs die einzige kohärente Zuweisung ist;

In der Erwägung, dass der beauftragte Beamte die Rückumwandlung des Abbaugebiets in ein Naturgebiet nicht in Frage stellt; dass der ÖDW Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt in seiner Stellungnahme vom 11. Januar 2024 präzisiert, dass es keine Elemente zu geben scheint, die den im Planentwurf vorgeschlagenen Umwidmungen entgegenstehen könnten;

In der Erwägung, dass es laut Umweltverträglichkeitsbericht gerechtfertigt ist, im Westen des Gebiets anstelle eines Waldgebiets ein Abbauerweiterungsgebiet einzutragen, da in diesem Gebiet feste Einrichtungen des Steinbruchs (Absetzbecken) untergebracht sind; es handelt sich in der Tat um den einzigen Ort, an dem es angesichts des lokalen Reliefs möglich und angebracht ist, solche Einrichtungen zu lokalisieren;

In der Erwägung, dass aus dem Umweltverträglichkeitsbericht und den Stellungnahmen hervorgeht, dass die in dem am 26. Mai 2021 angenommenen Planentwurf vorgeschlagenen Zuweisungen durchaus relevant sind;

Weitere Empfehlungen

In der Erwägung, dass der Umweltverträglichkeitsbericht neben den Vorschlägen für die vom Autor bevorzugte Variante noch weitere Empfehlungen enthält; dass diese aus einer Reihe von Maßnahmen bestehen, die zur Vermeidung, Verringerung oder zum Ausgleich negativer Auswirkungen auf die Umwelt und zur Stärkung positiver Auswirkungen auf die Umwelt ergriffen werden sollen;

In der Erwägung, dass die anderen Empfehlungen des Autors nicht in den Bereich des Sektorenplans fallen und sinnvollerweise im Rahmen der später auszustellenden Genehmigungen berücksichtigt werden können; dass im Übrigen einige Bemerkungen der beratenden Instanzen auch in den Bereich der Maßnahmen fallen, die die Ausstellung der Genehmigungen begleiten werden;

Neuer Revisionsentwurf gemäß Artikel D.II.49, Paragraph 3 des GRE

In der Erwägung, dass die im Umweltverträglichkeitsbericht vorgeschlagene Variante des Planentwurfs zwei Änderungen im Vergleich zu dem am 26. Mai 2021 angenommenen Entwurf der Revision des Sektorenplans enthält; nach Prüfung des Umweltverträglichkeitsberichts und der eingegangenen Stellungnahmen erscheinen diese beiden Änderungsvorschläge zum Planentwurf als relevant;

In der Erwägung, dass es daher angebracht ist, den im gültigen Sektorenplan eingetragenen Bereich von landschaftlichem Interesse beizubehalten und ihn auf den Teil des Abbaugebiets auszudehnen, der nach Abschluss des Abbaus zu einem Naturgebiet wird und über den im gültigen Sektorenplan kein Bereich von landschaftlichem Interesse eingetragen ist;

In der Erwägung, dass der südwestliche Teil des Abbaugebiets, der nach Abschluss des Abbaus zu einem Naturgebiet wird, mit einer zusätzlichen Vorschrift zur Präzisierung und Spezialisierung der Nutzung versehen werden muss, um die Ablagerung von Materialien auf den Abraum aus dem Betrieb der Warche-Steinbrüche zu beschränken und die Stabilität der Aufschüttung zu gewährleisten; diese Vorschrift muss wie folgt lauten: „Das Einbringen von exogenem Material ist verboten. Die Stabilität der Aufschüttung muss regelmäßig von einem Sachverständigenbüro überwacht werden, mindestens jährlich, auch nach Beendigung des Steinbruchbetriebs.“

In der Erwägung, dass der so konfigurierte neue Planentwurf in Anwendung von Artikel D.II.49, Paragraph 3 des GRE die Eintragung eines Abbauerweiterungsgebiets mit einer Fläche von ca. 1,68 ha, einer Abbauzone, die nach Abschluss des Abbaus zu einem Naturgebiet wird, mit einer Fläche von ca. 10,15 ha und eines Bereichs von landschaftlichem Interesse, der einen Teil der Abbauzone mit einer Fläche von 1,74 ha überlagert, betrifft; dass für den südwestlichen Teil des Abbaugebiets, der nach Abschluss des Abbaus zu einem Naturgebiet wird, eine zusätzliche Vorschrift gilt, die sich auf die Genauigkeit und Spezialisierung der Gebietszuweisung bezieht; dass das Gebiet, für das die Vorschrift gilt, im Nordosten durch die Verlängerung der nordwestlichen Grenze des Abbaugebiets, das nach Abschluss des Abbaus zu einem Naturgebiet wird, begrenzt wird;

Fazit

In der Erwägung, dass aus der Analyse des Umweltverträglichkeitsberichts und der Stellungnahmen hervorgeht, dass es wünschenswert ist, dass die Tätigkeit der S.A. „Nelles Frères“ am Standort fortgesetzt wird, dass der am 26. Mai 2021 angenommene Planentwurf jedoch geändert werden muss, um den verfolgten Zielen besser gerecht zu werden;

In Erwägung, dass Artikel D.II.49, Paragraph 3 des GRE es der Wallonischen Regierung ermöglicht, als Planentwurf eine andere in Betracht gezogene vernünftige Lösung zu genehmigen, wenn sie auf der Grundlage des Umweltverträglichkeitsberichts und der Stellungnahmen der Meinung ist, dass diese geeignet ist, die verfolgten Ziele besser zu erreichen als der Planentwurf;

In Erwägung, dass ein geänderter Plan, der diese Erwartung erfüllt, als Entwurf angenommen werden sollte;

In der Erwägung, dass der angenommene Entwurf zusammen mit dem Umweltverträglichkeitsbericht gemäß Artikel D.VIII.4 und R.VIII.4-1 des GRE an die Gemeindegremien weitergeleitet werden kann, die für die öffentliche Anhörung bestimmt werden,

Erlässt:

Artikel 1 - Der Entwurf der Revision des Sektorenplans Malmedy-Saint-Vith (Tafel 50/6) bezüglich der Eintragung eines Abbauerweiterungsgebiets, eines Abbaugebiets, das nach Abschluss des Abbaus zu einem Naturgebiet wird, und eines Bereichs von landschaftlichem Interesse als Überlagerung eines Teils des Abbaugebiets, auf dem Gebiet der Gemeinde Malmedy (Bévercé), am Standort „Carrières de la Warche“, wird gemäß dem beigefügten Plan angenommen.

Art. 2 - Der südwestliche Teil des Abbaugebiets, der nach Abschluss des Abbaus in ein Naturgebiet umgewandelt wird, wird mit einer zusätzlichen Vorschrift versehen, die auf dem Plan mit dem Kürzel „*S.104“ gekennzeichnet ist und sich auf die Genauigkeit und Spezialisierung der Nutzung des Gebiets bezieht, die wie folgt formuliert ist: „Das Einbringen von exogenen Materialien ist verboten. Die Stabilität der Aufschüttung muss regelmäßig von einem Sachverständigenbüro überwacht werden, mindestens jährlich, auch nach Beendigung des Steinbruchbetriebs.“

Art. 3 - Der ÖDW Raumordnung, Wohnungswesen, Erbe und Energie ist mit der Ausführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

Art. 4 - Der ÖDW Raumordnung, Wohnungswesen, Erbe und Energie ist damit beauftragt, die Stellungnahme der Abteilungen „Umwelt“ und „Raumordnung“ in Anwendung von Artikel D.II.49, Paragraph 7 des GRE sowie die Stellungnahme der Verwaltungskommission des Naturparks Hohes Venn-Eifel in Anwendung der Artikel 15 und 16 des Dekrets vom 16. Juli 1985 über Naturparks einzuholen.

Namur, den 27. Februar 2024

W. BORSUS